

DRIRE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
BRETAGNE

Groupe de subdivisions des Côtes-d'Armor
avenue du chalutier sans pitié
2190 Plérin

Plérin, le

6 FEV. 2008

Téléphone : 02.96.74.46.46

Télécopie : 02.96.74.48.57

rapport de l'inspection des installations classées

objet : code de l'environnement
installations classées pour la protection de l'environnement
SA Gélagri Bretagne à Loudéac

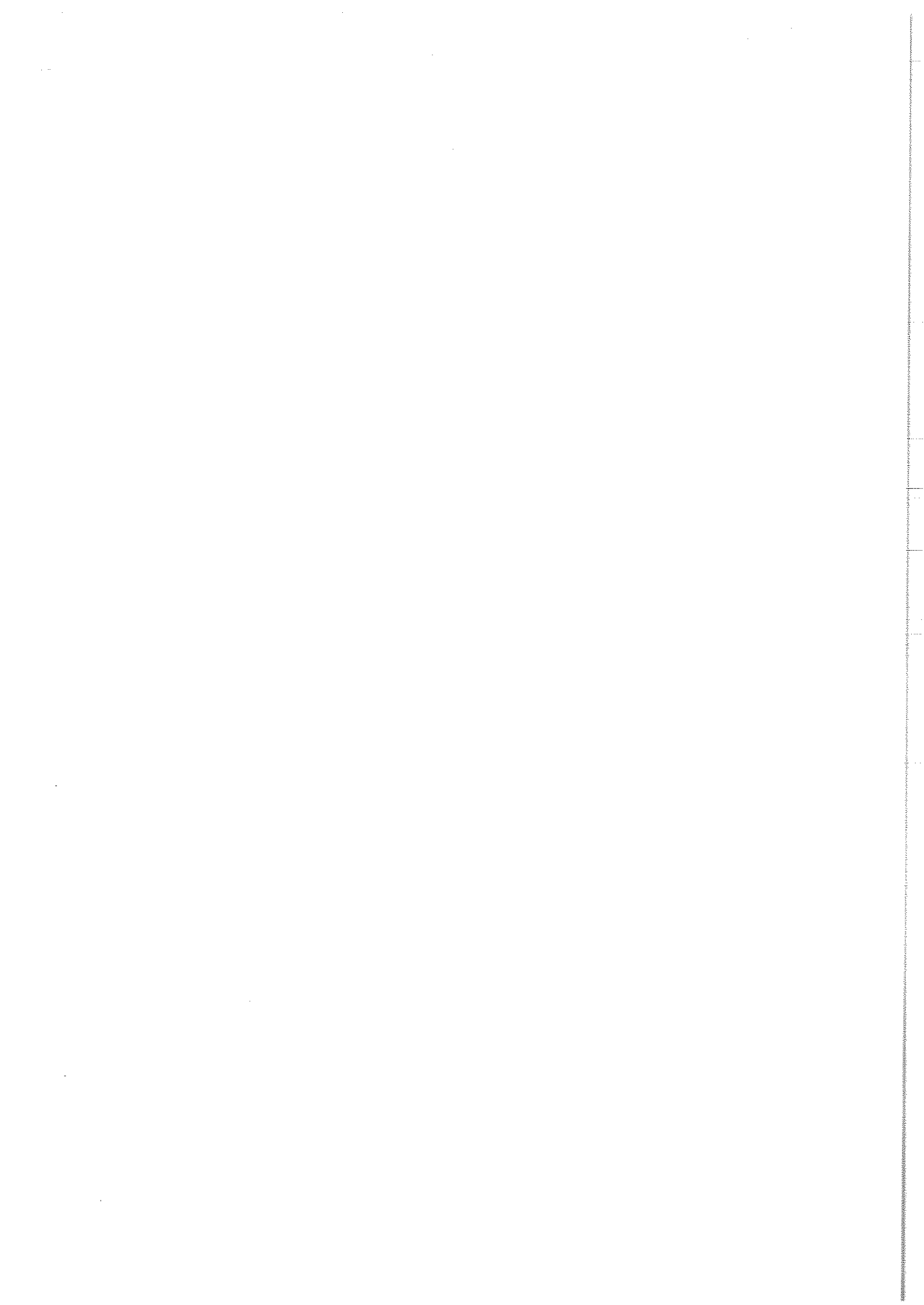
v. réf. : transmissions des 8 mars 2006, 30 juin 2006, 15 septembre 2006, 12 décembre 2006, 28 décembre 2006 et 23 janvier 2007

n. réf. : 2007-166-2b

Par transmissions mentionnées en référence, la préfecture des Côtes-d'Armor nous a communiqué pour étude et avis une demande d'autorisation d'exploiter une unité de transformation de légumes, déposée par la SA Gélagri Bretagne à Loudéac. La demande concerne la régularisation administrative d'installations.

Le présent rapport est destiné à présenter la demande d'autorisation, à faire la synthèse des avis exprimés tant au cours de la procédure consultative que de l'enquête publique et à proposer aux membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques des prescriptions techniques qu'il convient d'imposer à la SA Gélagri Bretagne à Loudéac.

Il est aussi pris en considération dans ce rapport des courriers de la société Gélagri Bretagne à l'inspection des installations classées, des 20 octobre 2007 et 17 novembre 2007 exprimant des commentaires sur l'avant-projet de prescriptions techniques élaboré à la suite de cette demande d'autorisation. En effet, un avant-projet de prescriptions techniques a été discuté avec le demandeur à partir de septembre 2007.



Ce dossier est aussi lié aux demandes présentées par la CIDERAL d'augmenter la capacité de traitement de la station d'épuration des eaux résiduaires située à Loudéac et de réaliser l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales sur cette même commune. En effet, la société Gélagri Bretagne utilise ou prévoit de le faire, ces installations. Un arrêté préfectoral du 13 mars 2006 a autorisé l'extension de la station d'épuration et un second arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 a autorisé l'aménagement du bassin de rétention.

I) Présentation et objet du dossier de demande

I.1) Identité du demandeur

Nom : Gélagri Bretagne

Forme juridique : Société anonyme à directoire

Adresse du siège social : Z.I. de Lanninou
29800 Landerneau

Adresse des installations : Z.I. de Montplaisir
22600 Loudéac

I.2) Objet de la demande

La société Gélagri Bretagne est créée en 1977 à Landerneau par la Coopérative des agriculteurs de Bretagne (Coopagri Bretagne) afin d'assurer le développement de son activité de production de légumes surgelés.

En 1978, la société Gélagri Bretagne implante à Loudéac son usine de transformation et de conditionnement de légumes surgelés.

La portée de l'autorisation mentionnée à l'arrêté préfectoral du 19 juin 1991 est égale à une production annuelle de 38500 tonnes de légumes transformés à raison de 300 t/j de matières entrant.

La production annuelle en 2004 a été de 50800 tonnes de légumes transformés.

L'évolution de l'activité envisagée jusqu'en 2009 par la société Gélagri Bretagne, permet de fixer un objectif de production annuelle de 60000 tonnes de légumes transformés, à raison de 780 tonnes/jour maximum de matières entrante.

L'augmentation de ces activités constitue une modification notable des conditions d'exploitation régies par l'arrêté préfectoral du 19 juin 1991.

En ce sens, la société Gélagri Bretagne a déposé une nouvelle demande d'autorisation en mars 2006 à la préfecture des Côtes-d'Armor. Cette demande a été complétée en mai 2006.

I.3) Classement

libellé de la rubrique	numéro de rubrique	régime A, D, DC, NC	désignation des installations	autorisation antérieure
préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, etc. à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes, la quantité de produits entrant étant > 10 t/j	2220-1	A	transformation de légumes frais (blanchiment et surgélation) : 290 t/j en moyenne 780 t/j en pointe	arrêté préfectoral du 19 juin 1991, puissance installée de 2000 kW, surgélation de 300 t/j de légumes
réception, stockage, traitement, transformation du lait ou des produits issus du lait, la capacité de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant > 20000 l/j	2230-1	A	stockage et utilisation de 15000 l de crème pour la préparation d'épinards à la crème, soit 120000 l équivalents-lait	
stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés visés à la rubrique 430, représentant une capacité équivalente totale > 10 m ³ mais < ou égale à 100 m ³	1432-2-b	DC	une cuve de fioul lourd de 100 m ³ , une cuve de fioul domestique de 1,5 m ³ dans la même rétention, soit 20,3 m ³ équivalents (coefficient 1/5)	
entrepôts couverts, le volume étant compris entre 5000 m ³ et 50000 m ³	1510-2	DC	local emballages volume 12950 m ³ entrepôt rue des Coudriers volume 5830 m ³	arrêté préfectoral du 19 juin 1991, entrepôt d'un volume de 21985 m ³
entrepôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant > 1000 m ³ mais < ou égale à 20000 m ³	1530-2	D	stockage d'emballages carton : 1500 m ³ en partie sud du local emballages 3000 m ³ dans l'entrepôt rue des Coudriers stockage de palettes bois 8000 m ³ en extérieur rue des Coudriers total : 12500 m ³	
installations de combustion consommant exclusivement du propane et du fioul lourd, puissance thermique maximale de l'installation étant > 2 MW mais < 20 MW	2910-A-2	DC	2 chaudières de 3,6 MW et 7,9 MW fonctionnant au fioul lourd total de 11,5 MW	arrêté préfectoral du 19 juin 1991, installations de combustion d'une puissance de 11,4 MW
installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant > 50 kW mais < ou égale à 100 kW	2920-2-b	D	chambre froide positive (R22) 88 kW climatisation locaux production (R22) 96 kW compression d'air 230 kW total de 414 kW	arrêté préfectoral du 19 juin 1991, compression d'air d'une puissance de 150 kW
ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	2925	D	2 locaux de charge de 56 kW et 30 kW total de 86 kW	arrêté préfectoral du 19 juin 1991, puissance supérieure à 2,5 kW
emploi ou stockage de l'ammoniac	1136 A et B		exploitées par la société Entrepôt frigorifiques de l'Argoat	

Stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs manufacturés	1412	NC	cuve de propane de 3,73 t pour le chauffage 50 bouteilles de 13 kg soit 0,65 t pour la carburation des chariots élévateur au gaz	
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, etc. à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie	2221	NC	la viande introduite dans les produits finis n'est pas transformée sur le site (simple mélange)	
travail mécanique des métaux	2560	NC	équipements de la maintenance (meuleuses, perceuse) 16,5 kW	
stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères	2663	NC	stockage d'emballages plastiques (films, barquettes, sachets) dans la partie sud du local emballages pour un total de 500 m ³	arrêté préfectoral du 19 juin 1991, volume de 200 m ³

A autorisation

D déclaration

DC soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

I.4) Présentation du dossier de demande

Le dossier de demande d'autorisation concerne l'augmentation de la capacité de production qui passe de 38500 tonnes de légumes transformés/an (production découlant de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1991) à 60000 tonnes de légumes transformés/an.

Les installations existantes sont aménagées pour assurer cette production.

L'usine de la société Gélagri Bretagne est implantée sur la commune de Loudéac en limite sud de l'agglomération.

L'emprise du site représente 52000 m², dont 22000 m² de bâtiments.

Les locaux de production comprennent des installations de :

- réception des légumes avec pesée, vérification qualité, déchargement, stockage sur aire bétonnée, ou trémie de stockage,
- nettoyage en tambours et lavage à l'eau, ou aéroséparateur,
- préparation du type calibrage, pelage, coupe,
- blanchiment, eau ou vapeur,
- surgélation, installations exploitées par la société Entrepôts frigorifique de l'Argoat.

Les produits fabriqués surgelés sont stockés dans des chambres froides situées au voisinage des installations. Ces installations sont exploitées par la société Entrepôts frigorifiques de l'Argoat.

I.5) Examen des nuisances et des risques

I.5.1) Pollution de l'eau

L'eau utilisée pour les besoins du site provient du réseau public d'adduction d'eau potable de Loudéac.

La consommation annuelle en 2004 est de l'ordre de 415 000 m³ pour les usages suivants :

- production (lavage et transfert des légumes, eau chaude, blanchiment, refroidissement),
- nettoyage usine,
- sanitaires.

Le volume d'eau consommé lorsque la production sera de 60000 tonnes/an de légumes transformés sera d'environ 490000 m³.

Les eaux industrielles (eaux de production et de nettoyage, incluant les eaux de lavage des surgélateurs de la société Entrepôts frigorifique de l'Argoat) rejoignent le système de prétraitement du site constitué de bassins de décantation, de dégrillage, d'un bassin de stockage de 6000 m³ permettant de réguler les rejets avec un système d'aération avant d'être évacuées vers la station d'épuration de Calouët à Loudéac.

Les eaux sanitaires sont raccordées au réseau d'assainissement communal aboutissant à la station d'épuration de Calouët.

Les terres récupérées dans les décanteurs et issues du lavage des légumes ainsi que du prétraitement des effluents, sont évacuées sur des terrains agricoles (1200 tonnes/an).

Les déchets de légumes sont dirigés vers la filière alimentation animale. Néanmoins, l'exploitant souhaite pouvoir procéder à des épandages comme solution exceptionnelle en cas de problème au niveau de la filière d'alimentation animale. Par "exceptionnel", la société Gélagri Bretagne entend "en cas de panne de son système de pressage de déchets". En ce sens, l'exploitant a étudié un plan d'épandage pour 4000 t/an dont 1000 tonnes/an de résidus végétaux et 3000 tonnes/an de déchets de pelage.

La surface d'épandage couvre 265 ha, 3 exploitations agricoles sont concernées, elles se situent sur les communes de La Prenessaye, Loudéac, Saint-Barnabé et Trévé.

Les éléments fertilisants sont annuellement estimés à 6,1 tonnes d'azote, 1,8 tonnes de phosphore et 7,8 tonnes de potassium.

L'étude de périmètre d'épandage annexée au dossier de demande d'autorisation indique l'absence de parcelle d'épandage dans un périmètre de protection de captage de ressource en eau.

La société Gélagri Bretagne s'engage à intégrer les autres apports réalisés sur les parcelles concernées, dans son suivi agronomique. L'exploitant s'attache à vérifier l'absence de surfertilisation.

Le plan d'épandage est ramené à 233 ha par l'exploitant en écartant les sols exclus à l'épandage (9% de la surface). Toutefois, l'exploitant intègre des surfaces d'aptitude nulle (4 %) ou d'aptitude faible (17 %).

I.5.2) Pollution atmosphérique

Les émissions atmosphériques de la société Gélagri Bretagne sont générées par les chaudières.

Les chaudières sont au nombre de 2 et fonctionnent au fuel lourd à basse teneur en soufre.

La puissance thermique totale est de 11,5 MW. Les prescriptions applicables sont celles prévues par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié.

I.5.3) Bruit

La société Gélagri Bretagne est réglementée par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux émissions sonores des installations classées soumises à autorisation.

L'élément majeur des sources sonores est l'activité de réception de légumes sur le site. Depuis 1999, l'exploitant a engagé des aménagements afin de diminuer les émissions sonores. Néanmoins, les tiers sont sensibles au respect des niveaux sonores imposés. Le voisinage le plus proche se trouve à environ 35 mètres des installations.

I.5.4) Elimination des déchets

Les principaux déchets générés par l'établissement sont :

- des déchets végétaux (déchets de légumes) qui sont récupérés pour servir de support à l'alimentation animale, exceptionnellement ils sont toutefois épandus sur des sols,
- des déchets d'emballages (palettes, barquettes).

Ces déchets rejoignent des filières de valorisation et de recyclage.

I.5.5) Volet sanitaire

Les impacts directs sur la santé des populations avoisinantes (environ 200 logements sont dans un rayon de 300 mètres) peuvent être dus aux émissions atmosphériques.

Les rejets atmosphériques sont constitués par le fonctionnement des chaudières.

I.5.6) Incendie

Le risque principal sur les installations de la société Gélagri Bretagne est un incendie dans le stockage des emballages. Celui-ci dispose d'une détection d'incendie. L'embrasement des stockages peut être source de rayonnement thermique susceptible de se propager à l'ensemble des

installations, y compris celles de la société Entrepôts frigorifique de l'Argoat jouxtant les installations de l'exploitant. Un poteau incendie est situé à l'intérieur du site pouvant délivrer un débit de 60 m³/h. Deux autres poteaux sont situés au voisinage des installations.

II) Enquête publique et consultations

II.1) Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 9 octobre 2006 au 9 novembre 2006 sur le territoire des communes de Loudéac, La Prenessaye, Saint-Barnabé et Trévé.

Elle a donné lieu à trois observations écrites portant sur les odeurs et le bruit.

Le pétitionnaire précise que :

- le problème des odeurs provenant du bassin tampon va être limité avec l'installation de 5 turbines d'aération permettant un brassage des eaux et d'éviter une stagnation des effluents,
- les niveaux sonores correspondent à des dysfonctionnements, des actions sont nécessaires et ont été prises pour corriger le dysfonctionnement.

Avis du commissaire-enquêteur

Le commissaire-enquêteur émet un avis favorable.

II.2) Avis du CHSCT de la société Gélagri Bretagne

Ce comité a émis un avis favorable.

II.3) Avis des conseils municipaux de Loudéac, La Prenessaye, Saint-Barnabé et Trévé

Le conseil municipal de Loudéac émet un avis favorable.

Le conseil municipal de La Prenessaye émet un avis favorable sous réserve "des normes d'épandage".

Le conseil municipal de Saint-Barnabé émet un avis favorable sous réserve du respect des règles relatives à l'épandage.

Le conseil municipal de Trévé émet un avis favorable.

II.4) Avis des services administratifs

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Cette direction émet les observations suivantes :

« La société Gélagri sollicite une augmentation de production par rapport à l'arrêté d'autorisation de 1991, cependant l'augmentation est déjà partiellement effective au vu des tonnages traités en 2004.

Selon le dossier, l'extension de l'activité (+ 9%) par rapport à 2004 sera réalisée à personnel constant bien qu'il soit prévu une augmentation du trafic, ce point sera explicité.

La consommation d'eau suit l'accroissement de la production et il n'est pas précisé si l'industriel projette de mettre en place des mesures d'économies d'eau supplémentaires.

Gestion des effluents : les valeurs mentionnées dans les arrêtés préfectoraux et convention sont dépassées régulièrement mais le pétitionnaire garantit que l'amélioration projetée du système de prétraitement permettra d'en respecter les termes sauf pour le phosphore.

Il conviendra de préciser en quoi la mise en place du bassin tampon et le réaménagement des campagnes de production permettra une réduction des 2/3 des rejets en phosphore (p. 60). Le respect des normes de rejet sur ce paramètre devra être effectif et l'industriel proposera les moyens mis en œuvre.

Plan d'épandage : l'enfouissement des déchets devra être réalisé immédiatement et le stockage au champ interdit compte tenu des fréquentes plaintes reçues lorsqu'une mauvaise gestion de ce type de produit est mise en œuvre.

Il serait souhaitable de connaître la pression en phosphore sur les terres compte tenu de la faible marge disponible sur ce paramètre.

Le dossier indique que les eaux de ruissellement de la zone de déchets sont évacuées vers le réseau « eaux usées » mais sur le plan elles semblent être envoyées vers le bassin d'évacuation des eaux pluviales. Il conviendra de préciser cet aspect compte tenu de la charge potentiellement élevée de ces effluents. Elles devront faire l'objet d'un traitement avec les eaux de process.

Air : les émissions issues des chaudières sont proches des valeurs réglementaires ou les dépassent notamment pour ce qui concerne les NOx. Il conviendra d'imposer un délai pour la mise en conformité des rejets.

Le stockage des déchets peut être source de nuisances olfactives pour les riverains situés à proximité sous les vents dominants. Le bassin aéré de stockage des eaux usées est susceptible d'émettre des odeurs, aussi l'arrêté préfectoral devra prévoir la mise en place de mesures compensatoires en cas d'émissions perceptibles.

Bruit : l'industriel s'est engagé dans différents travaux d'isolation phonique ces dernières années suite aux plaintes des riverains. Les valeurs d'émittance demeurent toutefois élevées et proches des limites réglementaires au point « B » et au point « C », l'usine contribue de manière significative à un niveau sonore général élevé.

Il conviendra d'être vigilant sur cet aspect, de procéder à de nouvelles mesures rapidement et de s'assurer directement auprès de la population de leur perception des nuisances sonores.

Etude des risques sanitaires : La phase d'identification des dangers liste les principales sources de dangers mais le bureau d'études « caractérise » déjà succinctement les dangers et écarte notamment les émissions atmosphériques et le bruit. Or plus loin dans le dossier, le rédacteur retient l'air comme vecteur et les deux sources que constituent les émissions atmosphériques et le bruit sont de nouveau retenues puis rapidement discutées sous un aspect purement qualitatif sans mettre en évidence de risque particulier.

La démarche d'évaluation est donc ambiguë et la caractérisation du risque est succincte. Aucune approche des flux émis par les chaudières n'est précisée bien que les substances émises par combustion soient citées (SO₂, NOx, poussières). Il aurait été judicieux de développer cette partie.

J'émetts un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques émises. »

Analyse de l'inspection des installations classées

Effectivement, le dossier est une demande d'autorisation dans le cadre d'une régularisation administrative.

Des améliorations sur les économies d'eau seraient les bienvenues, le projet de prescriptions reprend cette proposition en imposant une étude sur les économies d'eau dans le délai d'un an.

Gestion des effluents

Le système de prétraitement mis en service par l'exploitant en 2006 a pour objectif de limiter l'impact du rejet des eaux sur la station collective de traitement de Calouët. Les valeurs mentionnées dans le projet d'arrêté pour le phosphore doivent être compatibles avec celles imposées à la station. En ce sens, l'exploitant doit disposer d'une autorisation de raccordement de ses eaux résiduaires non domestiques au réseau public. Cette autorisation dépend de la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages.

Plan d'épandage

Pour éviter les nuisances olfactives, l'enfouissement des déchets végétaux est imposé dès leur arrivée sur les terres d'épandage. Le projet de prescriptions reprend cette disposition. En effet, l'enfouissement des déchets végétaux dès leur arrivée sur les terres d'épandage est absent des conventions établies entre l'exploitant et les agriculteurs et il convient donc de le prévoir par voie réglementaire. L'étude de périmètre d'épandage annexée au dossier de demande d'autorisation mentionne déjà (p.60) un enfouissement rapide des déchets de légumes après leur épandage.

L'étude de périmètre d'épandage annexée au dossier de demande d'autorisation mentionne une disponibilité sur les terrains prévus pour l'épandage de 3,5 tonnes/an de phosphore. L'étude indique un flux de phosphore à épandre de 1,8 tonnes/an. L'étude mentionne « ainsi, pour un flux de phosphore à traiter dans les déchets ... la marge de sécurité est suffisante ».

Eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement de la zone de déchets sont des eaux polluées. Elles doivent donc faire l'objet d'un traitement. Leur rejet direct au milieu naturel est inacceptable.

Air

L'exploitant a identifié dans son dossier le dépassement du seuil de 750 mg/Nm³ (759 mg/Nm³ pour l'une des chaudières) prévu par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de combustion.

Des progrès sont à réaliser. Des résultats de mesures récentes ont donné des valeurs variant de 704 mg/Nm³ à 848 mg/Nm³. L'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié est repris dans le projet de prescriptions.

L'aération des eaux du bassin de stockage a pour objectif de limiter les impacts olfactifs de cet équipement. Le dossier fait apparaître la nécessité d'une aération permanente. Ce système doit répondre à l'imposition de l'absence de nuisance pour les tiers.

Bruit

Le bruit constitue l'essentiel des réactions des tiers sur l'exploitation des installations. L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 concernant les émissions sonores s'impose aux installations. Une nouvelle mesure complète des niveaux sonores émis par les installations est prévue par le projet de prescriptions dans le délai de six mois. Il pourrait être suggéré à l'exploitant d'y associer le voisinage.

Etude des risques sanitaires

Une approche plus précise de l'impact des installations de combustion aurait été appréciable. Le thème pollution de l'air est effectivement rapidement abordé.

Toutefois, il faut admettre la soumission des chaudières au seul régime de la déclaration. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux installations de combustion de ce type sont reprises dans le projet d'arrêté.

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

« Ce dossier soulève les remarques suivantes :

- 1) La CIDERAL a décidé de prendre en charge la gestion des eaux pluviales sur la zone industrielle de Monplaisir et a déposé ainsi un dossier d'autorisation loi sur l'eau pour les rejets des eaux pluviales issues d'un bassin versant de 150 ha incluant notamment le site de la SA Gélagri Bretagne. Le dossier prévoit la création d'un bassin de rétention de 12530 m³ qui se substituera au bassin prévu dans le dossier de la SA Gélagri pour la gestion des eaux pluviales. Ce dossier est actuellement en cours d'instruction dans mes services. La gestion des eaux pluviales pour le site de la SA Gélagri dépend donc de l'issue de ce dossier CIDERAL. Si le dossier de la CIDERAL reçoit l'autorisation demandée, il conviendra alors que la SA Gélagri Bretagne établisse une convention de rejet de ses eaux pluviales dans le réseau mis en place par la CIDERAL, maître d'ouvrage du futur bassin de rétention.
- 2) Le dossier ne présente aucun élément d'analyse concernant la qualité d'eau du Calouët. Or la qualité de ce ruisseau doit être compatible avec la vie aquatique et notamment piscicole, c'est

pourquoi un objectif de qualité proche de la classe 1B doit être recherché. Par ailleurs, la directive cadre sur l'eau fixe pour objectif la non dégradation des masses d'eau. Afin de s'assurer du bon état qualitatif du ruisseau de Calouët et de veiller à sa non dégradation, il conviendrait que la SA Gélagri en partenariat avec la CIDERAL mette en place un programme de suivi régulier de la qualité du ruisseau en amont et aval des rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées.

- 3) Le dossier met en évidence des incertitudes quant au respect des valeurs de rejets de la convention pour le paramètre phosphore total. Il conviendrait que la SA Gélagri Bretagne précise quelles solutions elle envisage dans le cas où malgré les dispositifs mis en place, ces valeurs de rejets n'étaient effectivement pas respectées. La capacité de traitement de la station ne saurait être un argument pour valider des dépassements des valeurs de rejets ou alors faudrait-il revoir ces valeurs.
- 4) Le dossier ne présente aucun élément quant au plan d'épandage des boues issues du prétraitement.

J'émetts un avis favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée par la SA Gélagri Bretagne sous réserve de la prise en compte des remarques formulées ci-dessus. »

Analyse de l'inspection des installations classées

Eaux pluviales

Par arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 la CIDERAL a été autorisée à créer un bassin de rétention des eaux pluviales du secteur. La société Gélagri Bretagne doit donc établir une convention de rejet de ses eaux pluviales dans le réseau de la collectivité.

Rejet des eaux, qualité du milieu naturel

Il appartient à la société Gélagri Bretagne de suivre le devenir de ses eaux pluviales et industrielles. Les indispensables conventions de rejet avec la collectivité doivent définir le programme et le rôle de chaque structure (exploitant, collectivité) dans le suivi des eaux rejetées.

Rejet de phosphore dans les eaux industrielles

La dilution des effluents de l'exploitant dans la station d'épuration collective doit être écartée pour assurer le respect des valeurs conventionnelles pour le paramètre phosphore. C'est à l'exploitant de veiller à ses engagements à l'entrée de cette station.

Epandage des boues du prétraitement

Le système de prétraitement de l'exploitant comporte un dégrillage, deux bassins de décantation. Les terres ainsi récupérées sont évacuées sur des terrains agricoles. Le dossier donne des éléments sur leur destination.

Néanmoins, ces boues ne peuvent pas être assimilées à des terres agricoles puisqu'elles sont susceptibles de comporter des éléments traces métalliques par exemple (dues aux nombreux

lessivages des tuyauteries). Afin de pouvoir épandre ces boues, il est nécessaire de respecter les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

En ce sens et afin de pouvoir épandre ces boues, l'exploitant doit réaliser une étude préalable conformément à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Cette étude préalable doit ainsi démontrer l'intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures de ces épandages.

Direction départementale de l'équipement

Cette direction précise que ce dossier n'appelle pas de remarque.

Service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civiles

Ce service « émet ...un avis favorable à ce dossier qui n'appelle Aucune remarque particulière ».

Inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

« Ce projet appelle de notre part les observations suivantes :
La notice hygiène et sécurité des travailleurs doit être modifiée :

En son point V.6.1.8 pour tenir compte des nouvelles dispositions introduites par le décret 2006-892 du 19/07/2006. En particulier, en ce qui concerne l'utilisation effective des protecteurs auditifs individuels lorsque l'exposition égale ou dépasse 85 dB(A) en niveau d'exposition quotidienne ou 137 dB(C) en pression acoustique de crête,

Pour supprimer les contradictions figurant au point V.6.2.6,

En son point V.6.2.7 : préciser qu'en cas de chantier clos et indépendant, et en fonction de la durée ou du volume prévus des travaux, des dispositions particulières doivent être prises pour assurer leur coordination (articles L.235-2 et R.238-1 et suivants du Code du Travail). »

Analyse de l'inspection des installations classées

Il est suggéré d'inviter l'exploitant à veiller au respect de ces dispositions réglementaires spécifiques du code du travail. Toutefois, ces dispositions paraissent échapper au champ d'application du code de l'environnement, il est donc difficile de les reprendre dans le projet de prescriptions des installations classées. Cet avis a donc été communiqué directement à l'exploitant par l'inspection des installations classées.

III) Inventaire des textes en vigueur auxquels la demande est soumise

Les installations exploitées par la SA Gélagri Bretagne sont visées par les textes :

- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910.

IV) Analyse des principaux enjeux identifiés eu égard aux textes, à l'état de l'art, aux meilleures techniques disponibles

Les eaux industrielles sont, après prétraitement sur le site, épurées par la station collective de Calouët exploitée par la CIDERAL. Un arrêté préfectoral du 13 mars 2006 a autorisé l'extension de la station d'épuration collective.

Le plan d'épandage est ramené à 233 ha par l'exploitant en écartant les sols exclus à l'épandage (9% de la surface). Toutefois, l'exploitant intègre des surfaces d'aptitude nulle (4 %) ou d'aptitude faible (17 %). Il est proposé dans le projet de prescriptions, de manière à limiter les risques de ruissellement ou de percolation rapide, de ramener la surface épandable aux sols d'aptitude satisfaisante à l'épandage. Le plan d'épandage serait alors de 187 ha.

L'élément majeur des sources sonores est l'activité de réception de légumes sur le site. L'exploitant a engagé des aménagements afin de diminuer les émissions sonores. Néanmoins, des difficultés persistent et les tiers restent gênés. La vigilance de l'exploitant doit être une priorité de manière à s'affranchir de tout écart. Le voisinage le plus proche se trouve à environ 35 mètres des installations. De récentes mesures de bruit effectuées en septembre 2007 montrent qu'en limite de propriété proche du secteur pavillonnaire, les niveaux sonores mesurés et les émergences dépassent les seuils imposés. Respectivement, un niveau sonore de 64,5 dB(A) pour 60 dB(A) en période nocturne et des émergences de 7,5 dB(A) pour 5 dB(A) de jour, 7 dB(A) pour 3 dB(A) en période nocturne.

Dans son courrier du 17 novembre 2007, l'exploitant a mentionné demander à un cabinet extérieur de procéder à une étude de manière à solutionner cette situation. Il s'est engagé à appliquer les solutions lors de la prochaine campagne (de production, l'activité de l'établissement est saisonnière avec un arrêt de campagnes légumières de mars à début avril). Les solutions seront donc mises en œuvre dès avril 2008. Il a été rappelé à l'exploitant par courrier du préfet du 18 janvier 2008 qu'il doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 concernant le bruit. Comme déjà mentionné dans ce rapport, une nouvelle mesure complète des niveaux sonores émis par les installations est prévue par le projet de prescriptions dans le délai de six mois.

Avec sa demande d'autorisation d'exploiter, la société Gélagri Bretagne a présenté le bilan de fonctionnement de ses installations ainsi que mentionné à l'article R.512-45 du code de l'environnement. Le contenu du bilan de fonctionnement est fixé par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, il doit être en relation avec l'importance de l'installation et avec ses incidences sur l'environnement.

Le bilan de fonctionnement contient :

- une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée,
- des éléments sur l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé,
- une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions,
- les mesures envisagées par l'exploitant pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation,
- les mesures envisagées en cas de cessation définitive de toutes les activités.

Ce bilan de fonctionnement a été rédigé en septembre 2004 et fait partie de la demande d'autorisation de mai 2006.

Le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (BREF) dans les industries agroalimentaires a été adopté en août 2006 par la Commission européenne.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié correspondent avec les données du document européen de référence. Cet arrêté ministériel s'impose aux installations de la société Gélagri Bretagne. L'incidence de ce document concerne principalement les rejets des eaux. Il est rappelé que les eaux industrielles sont traitées dans les installations de la CIDERAL autorisées par arrêté préfectoral du 13 mars 2006.

Lors d'une récente inspection des installations en octobre 2007, l'exploitant a déclaré transmettre prochainement une actualisation de son étude technico-économique sur une meilleure performance des moyens de prévention et de réduction des pollutions et détailler l'échéancier de réalisation demandé dans le cadre du respect des exigences de la directive IPPC.

Par courrier du 18 janvier 2008, M. le préfet des Côtes-d'Armor a rappelé à l'exploitant la nécessité de mettre à jour les propositions d'amélioration de son analyse des meilleures techniques disponibles avec étude technico-économique et échéancier de réalisation, sur la base de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement. Un délai de deux mois a été indiqué pour y répondre.

V) Propositions et conclusions

Afin d'être autorisée à exploiter une unité de transformation de légumes en régularisation des ses installations, la SA Gélagri Bretagne a déposé une demande d'autorisation auprès de la préfecture des Côtes-d'Armor en mars 2006. Cette demande a été complétée en mai 2006.

Le présent rapport avait pour but de présenter la demande d'autorisation de faire la synthèse des avis exprimés tant au cours de la procédure consultative que de l'enquête publique et de faire des propositions motivées sur la suite à donner à cette demande.

Etant donné :

- les avis des différents services consultés et du commissaire-enquêteur,
- les éléments d'informations fournis sur les observations émises,
- l'absence d'opposition au niveau de l'enquête publique et les remarques formulées à cette occasion,

- qu'en matière de lutte contre les nuisances et de prévention des risques, des dispositions sont prises ou seront imposées pour limiter les émissions atmosphériques, restreindre les épandages et réduire les niveaux sonores,

nous proposons donc de réserver une suite favorable à la demande de la SA Gélagri Bretagne, sous réserve de prescriptions techniques jointes en annexe du présent rapport.

rédacteur	vérificateur	approbateur
-----------	--------------	-------------